



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

OGEC Institution Sacré Coeur de Rouen

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025
OGEC Institution Sacré Coeur de Rouen
32 Rue Blaise Pascal - B.P.1196 - 76176 ROUEN CEDEX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume

OGEc Institution Sacré Cœur de Rouen

32 Rue Blaise Pascal - B.P.1196 - 76176 ROUEN CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

À l'assemblée générale de l'association OGEc Institution Sacré Cœur de Rouen,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEc Institution Sacré Cœur de Rouen relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bois Guillaume, le 27 janvier 2026

KPMG SA



Signé par **Angélique Delanney**

Angelique DELANNEY COLOMBE

Associée

BILAN ACTIF

OGEC DE L'INSTITUTION SACRE COEUR ROUEN

		Nomenclature 2020 & PCG		Nomenclature 2020 & PCG	
ACTIF		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)			EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations Incorporelles	29 103	25 510	3 593	2 289
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29 103	25 510	3 593	2 289
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains	-	-	-	-
	- Constructions	5 960 941	1 962 827	3 998 114	871 875
	- Installations techniques, matériel et outillage	1 809 510	1 457 301	352 209	281 701
	- Autres Immobilisation Corporelles	4 168 310	3 079 300	1 089 010	870 572
	- Immobilisations corporelles en cours	1 066 140	-	1 066 140	4 094 491
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13 004 900	6 499 428	6 505 472	6 118 638
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	- Prêts	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations financières	177 533	177 513	20	20
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	177 533	177 513	20	20
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	13 211 536	6 702 451	6 509 085	6 120 947
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	-	-	-	-
	CREANCES :				
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	444 162	41 458	402 704	440 624
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	604 784	55 446	549 338	483 005
	TOTAL CREANCES	1 048 946	96 904	952 042	923 629
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	4 242 716,22	-	4 242 715	3 894 402
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	471 211	-	471 211	307 435
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	102 903	-	102 903	96 244
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	5 865 776	96 904	5 768 873	5 221 710
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	19 077 312	6 799 354	12 277 958	11 342 657

BILAN PASSIF			
OGEF DE L'INSTITUTION SACRE COEUR ROUEN			
	PASSIF	Nomenclature 2020 & PCG	Nomenclature 2020 & PCG
		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)	EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	1 349 298	1 349 298
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	1 349 298	1 349 298
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	522 805	522 805
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	522 805	522 805
	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
	RESERVES		
ASSOCIATIFS	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	2 623 038	1 800 000
	Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	2 623 038	1 800 000
	REPORT A NOUVEAU	3 441 834	3 441 834
	RESULTAT DE L'EXERCICE	426 312	823 038
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	7 317 678	6 891 366
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	912 780	823 505
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	8 230 458	7 714 871
FONDS REPORTES E DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONS REPORTES ET DEDIES (II)	-	-
PROVISIONS	Provisions pour risques	-	-
	Provisions pour charges	116 624	89 248
	TOTAL PROVISIONS (III)	116 624	89 248
DETTES	DETTES		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	3 110 088	2 213 569
	Emprunts et dettes financières diverses	-	-
	Avances et acomptes reçus	109 513	105 941
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	550 331	947 590
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	98 417	109 185
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	512	512
	Autres dettes	18 893	26 024
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	43 171	135 715
	TOTAL DETTES (IV)	3 930 876	3 538 537
	Ecart de conversion passif (V)	-	-
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	12 277 958	11 342 657

COMPTE DE RESULTAT		
OGEC DE L'INSTITUTION SACRE COEUR ROUEN		
01/09/2024 - 31/08/2025		
Nomenclature 2020 & PCG Nomenclature 2020 & PCG		
	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	20 250
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	67 800	52 443
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	3 818 992	3 576 562
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 501 187	1 424 277
Vers Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ress Ressources liées à la générosité du public	0	0
Dons manuels	0	40
Mécénats	400	0
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	11 000	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	23 572	183 250
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	3 291	1 102
TOTAL I	5 426 243	5 257 925
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	70 730	75 367
Variation de stock	0	0
Autres achats et charges externes	2 423 040	2 310 336
Aides financières	5 000	0
Impôts, taxes et versements assimilés	184 568	173 177
Salaires et traitements	1 296 549	1 247 379
Charges sociales	474 323	451 317
Dotations aux amortissements des immobilisations	611 463	450 376
Dotations aux provisions	41 244	26 910
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	60 312	53 580
TOTAL II	5 167 230	4 788 442
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	259 013	469 483
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	134 809	131 759
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	134 809	131 759
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	99 305	26 657
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	99 305	26 657
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	35 505	105 102
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	294 518	574 586
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	10 501	58 654
Sur opérations en capital	139 419	219 572
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert	0	0
TOTAL V	149 920	278 226
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	12 477	26 306
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	12 477	26 306
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	137 443	251 920
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	5 649	3 467
Total des produits (I + III + V)	5 710 972	5 667 910
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 284 660	4 844 871
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	426 312	823 039
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	0	0
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	0	0
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0

ANNEXE AUX COMPTES

SOMMAIRE DE L'ANNEXE AUX COMPTES

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'OGEC
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Evaluation des valeurs mobilières de placement
- 5) Fonds propres
- 6) Subvention d'investissement
- 7) Provisions
- 8) Fonds dédiés
- 9) Passifs éventuels

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations
 - 2) Ventilation du chiffre d'affaires par activité
 - 3) Information sur les concours publics et les subventions
 - 4) Effectif employé pendant l'exercice
 - 5) Rémunération des dirigeants
 - 6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
 - 7) Charges et produits exceptionnels
-

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Informations sur les transactions avec les contreparties
- 2) Engagements financiers donnés et reçus
- 3) Engagements pris en matière de crédit-bail
- 4) Contributions volontaires en nature

PRECISIONS SUR LES RUBRIQUES DE L'ANNEXE

I. INFORMATIONS GENERALES

1) IDENTIFICATION DE L'OGEC :

L'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC) Institution Sacré Cœur de Rouen est situé au 31-32 rue Blaise Pascal à Rouen (76 100). Cette association loi 1901 a été créée en 1809.

L'OGEC a pour objet, dans le respect du droit français d'un part, du statut de l'Enseignement catholique de France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la Gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Il peut se livrer à toute activité se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes.

Activités pédagogiques	Activités annexes
<ul style="list-style-type: none">• Ecole maternelle, Primaire• Collège• Lycée général et technologique• BTS Assurances• Bachelor - Mastère• Formation initiale par apprentissage : UFA	<ul style="list-style-type: none">• Restauration scolaire• Etudes surveillées• Garderie• Etudes dirigées• Sorties pédagogiques

Moyens mis en œuvre :

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 75,51 ETP
- Personnel salarié OGEC : 40,28 ETP
- Locaux scolaires : Surface globale : 12 444 m2
- Bail emphytéotique : 31 Rue Blaise Pascal à Rouen - Propriétaire : Association Sacré Cœur
- Bail emphytéotique : 32 Rue Blaise Pascal à Rouen – Propriétaire : Congrégation des sœurs de St Joseph de Cluny
- Propriétaire OGEC : 51 Rue Saint Julien à Rouen – Dans l'attente d'un bail emphytéotique de l'Association Immobilière

2) FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE :

Ouverture le 4 Novembre 2024 de l'école maternelle au 51 Rue Saint Julien à Rouen.

3) EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE :

Néant

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) DUREE ET DATES DE L'EXERCICE COMPTABLE :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

2) REFERENTIEL COMPTABLE :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2025 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2023) définie par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) DEROGATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES :

Néant

4) CHANGEMENTS COMPTABLES :

Néant

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les immobilisations sont amorties selon la table suivante :

Nature de l'investissement	Durée d'amortissement (en années)
Constructions (gros œuvre)	25 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations générales et techniques	10 à 15 ans
Agencements intérieurs	10 à 15 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans
Matériel et mobilier scolaire	5 à 10 ans
Logiciels	2 à 3 ans

L'exercice est notamment marqué par la diminution des immobilisations en cours : Fin des travaux réalisés sur l'école maternelle et fin des travaux d'économie d'énergie sur le lycée.
Par conséquent augmentation des Immobilisations Construction

IMMOBILISATIONS		Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute à la clôture de l'exercice	
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, brevets et licences					0	
	Autres immobilisations incorporelles		23 973	5 130		29 103	
	Immobilisations incorporelles en cours					0	
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
	TOTAL I		23 973	5 130	0		29 103
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui	2 582 203	329 953		3 048 785	5 960 941
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		1 623 415	186 094			1 809 509
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	3 598 740	313 609			3 912 349
		Matériel de transport		30 000			30 000
		Matériel de bureau et informatique	111 579	114 382			225 961
		Mobilier					0
		Immobilisations corporelles diverses					0
	Immobilisations corporelles en cours		4 094 491	32 715	- 12 281	-3 048 785	1 066 140
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
	TOTAL II		12 010 429	1 006 753	-12 281	0	13 004 901
FINANCIERES	Participations et créances rattachées						0
	Autres titres immobilisés						0
	Prêts et autres immobilisations financières		177 533				177 533
	TOTAL III		177 533	0	0	0	177 533
TOTAL GENERAL (I + II + III)		12 211 935	1 011 883	-12 281	0	13 211 537	

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

AMORTISSEMENTS		Amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					0
	Autres immobilisations incorporelles	21 684	3 826			25 510
	TOTAL I	21 684	3 826	0	0	25 510
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains					0
	Constructions	Sur sol propre				0
		Sur sol d'autrui	1 710 328	252 498		1 962 826
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		1 341 714	115 587		1 457 301
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	2 753 347	212 241		2 965 588
		Matériel de transport		3 485		3 485
		Matériel de bureau et informatique	86 401	23 826		110 227
		Mobilier				0
		Immobilisations corporelles diverses				0
	TOTAL II		5 891 790	607 637	0	6 499 428
TOTAL GENERAL (I + II)		5 913 475	611 463	0	0	6 524 938

2) DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF :

Les créances restantes dues sur les familles sont dépréciées en fonction des perspectives réelles de recouvrement. Pour l'exercice 2024 / 2025, les créances usagers comportant un risque de non-recouvrement certain ont été provisionnées selon la méthode suivante :

- 50% de provision la première année
- 75% à partir de la deuxième année
- 100% au-delà

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles				
		• Corporelles				
		• Financières	177 513			177 513
	Stocks et en-cours					
	Créances clients et usagers (familles, élèves)		37 520	13 868	9 930	41 458
	Autres créances		55 446			55 446
	Valeurs mobilières de placement					
	TOTAL		270 479	13 868	9 930	274 417
DOTATIONS	d'exploitation financières exceptionnelles			13 868	9 930	

3) ECHEANCE DES CREANCES ET DES DETTES :

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
<u>Créances de l'actif immobilisé :</u>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	177 533		177 533
Sous-total créances de l'actif immobilisé	177 533	0	177 533
<u>Créances de l'actif circulant :</u>			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	444 162	444 162	
Créances reçues par legs et donations			
Créances sociales et fiscales			
Autres créances			
- Subventions à recevoir	455 205	455 205	
- Forfaits externats à recevoir	84 585	84 585	
- Divers	64 985	64 985	
Sous-total créances de l'actif circulant	1 048 937	1 048 937	0
TOTAL CREANCES	1 226 470	1 048 937	177 533

DETTE	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE		
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 110 068	164 770	705 817	2 239 481
Emprunts et dettes financières divers				
Sous-total dettes financières	3 110 068	164 770	705 817	2 239 481
Dettes fournisseurs	550 331	550 331		
Dettes des legs et donations				
Dettes fiscales et sociales	98 407	98 407		
Dettes sur immobilisations	512	512		
Autres dettes	128 376	128 376		
Sous-total autres dettes	777 626	777 626	0	0
TOTAL DETTES	3 887 694	942 396	705 817	2 239 481

4) EVALUATION DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :

Le tableau des valeurs mobilières de placement fait état par catégorie de titres, des différences d'évaluation entre la valeur historique et la valeur de marché.

En cas moins-value latente (correspondant à une valeur historique supérieure à la valeur de marché), une dépréciation est constatée.

TABLEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

(en €)		à la clôture (31/08/N)						à la clôture (31/08/N-1)					
Type de titre	Nature	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente
SOUSC.BFCM CU3D22256N04274													-
SOSUCRIPTION CAT - SG													
PARTS B CREDIT MUTUEL	PARTS B	56 457	56 457	1	56 457	-		54 780	54 780	1	54 780	-	
TONIC PLUS CM								1	250 000	250 000	250 000	-	
LIVRET OBNL TRIPLEX CM	LIVRET	1	25 024	25 024	25 024	-		1	56 624	56 624	56 624	-	
LIVRET BLEU - CM	LIVRET	1	82 409	82 409	82 409	-		1	80 016	80 016	80 016	-	
LIVRET ORANGE - CM	LIVRET	1	7	7	7	-							
COMPTE LIVRET ASSOC.SG	LIVRET	1	24 576	24 576	24 576	-		53 146	361 078	7	361 078	-	
TONIC CROISSANCE OBNL CM	CAT	1	125 000	125 000	125 000	-		1	125 000	125 000	125 000		
CM-AM CASH ISR		6 000	3 308 047	551	3 309 403	7 139		5 200	2 786 904	536	2 788 959	2 054	
EMTN 09/27 - IDR CM		8	80 000	10 000	82 271	508		8	80 000	10 000	81 063	1 063	
EMTNLA CALLABLE SYNC		10	100 000	10 000	102 612	2 813		10	100 000	10 000	102 277	2 277	
OST SRI CAS PL I4D - CE		4	441 196	110 299	441 345	149							
TOTAL			4 242 716		4 249 104				3 894 402		3 899 797		

5) FONDS PROPRES

Les fonds propres s'élèvent à 8 230 458€ à la clôture.

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 349 298				1 349 298
Fonds propres avec droit de reprise	-522 805				-522 805
Ecarts de réévaluation					
Réserves	1 800 000	823 038			2 623 038
Report à nouveau	3 441 835				3 441 835
Excédent ou déficit de l'exercice	823 038	-823 038	426 312		426 312
Situation nette (sous-total)	6 891 366	0	426 312	0	7 317 678
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	823 505		236 303	147 030	912 780
Provisions réglementées					
TOTAL DES FONDS PROPRES	7 714 872	0	662 615	147 030	8 230 458

Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires	1 349 298				1 349 298
Fonds propres complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres statutaires	468 171				468 171
Fonds propres complémentaires	-990 976				-990 976
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	1 800 000	823 038			2 623 038
Autres					
Report à nouveau	3 441 835				3 441 835
Excédent ou déficit de l'exercice	823 038	-823 038	426 312		426 312
Situation nette (sous-total)	6 891 366	0	426 312	0	7 317 678
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Subventions Conseil Régional	222 593		35 000	22 259	235 334
Subventions Département	581 742		139 713	96 133	625 323
Autres subventions d'investissement	19 171		61 590	28 638	52 123
Provisions réglementées					
Droits des propriétaires (prêt à usage)					
TOTAL DES FONDS PROPRES	7 714 872	0	662 615	147 030	8 230 458

6) SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

En application du nouveau règlement ANC N° 2018-06, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

	Montant à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice			Solde à la clôture de l'exercice
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant global	Augmentations	Diminutions	Régule (+/-)	Montant global
Montant nominal :					
Subventions affectées à des biens non renouvelables	1 405 358	206 996	137 523	29 307	1 504 138
Subventions affectées à des biens renouvelables					
TOTAL	1 405 358	206 996	137 523	29 307	1 504 138
Quotes-parts virées au résultat :					
Subventions affectées à des biens non renouvelables	581 852	139 419	137 522	7 610	591 358
Subventions affectées à des biens renouvelables					
TOTAL	581 852	139 419	137 522	7 610	591 358

NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur)	Montant à l'ouverture de l'exercice	Nouvelle subvention de l'exercice	Montant viré au compte de résultat de l'exercice	Régule (+/-)	Montant à la clôture de l'exercice
Subvention équipement région	222 593	35 000	22 259		235 334
Subvention équipement département	581 742	139 713	96 132		625 323
Taxe apprentissage affectée à l'investissement	19 171	32 283	21 028	21 698	52 123
Subventions diverses	0				
Subventions Avenance	0				
TOTAL	823 505	206 996	139 419	21 698	912 780

La régularisation correspond à la dotation et à l'amortissement de la taxe apprentissage 2023-2024 non virées au compte résultat de l'année précédente.

7) PROVISIONS :

Engagements pour risques :

Néant

Engagements de retraite :

Les droits acquis par les salariés de l'OGEC au titre des indemnités de départ à la retraite sont évalués au 31 août 2025 à 116 624€. Une provision pour risques et charges est constituée à cet effet, conformément aux recommandations de la Fnogec et de l'ANC n°2013-02 du 7 novembre. L'évaluation se base sur la méthode des unités de crédit projetées en prenant en compte les critères suivants :

- Taux d'actualisation : 3,78 %
- Âge de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de charges sociales : 40 %

Le calcul ne tient pas compte du taux de turn-over, de la revalorisation des salaires ni de la table de mortalité.

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques					
	Pensions et obligations similaires	89 248		27 376		116 624
	Gros entretien					
	Autres provisions pour charges					
	TOTAL	89 248	0	27 376		116 624
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles			27 376		

8) FONDS DEDIES :

Néant

9) PASSIFS EVENTUELS :

Néant

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) METHODE RETENUE POUR LA COMPTABILISATION DES COTISATIONS :

La facturation des contributions familiales est annuelle, mais les paiements sont effectués par prélèvement mensuels sur 10 mois, tous les 10 du mois. Les factures générées sont comptabilisées en produits à émission depuis Charlemagne.

L'OGEC collecte la contribution volontaire pour l'association des parents d'élèves et la reverse

2) INFORMATION SUR LES CONCOURS PUBLICS ET LES SUBVENTIONS :

Les concours publics correspondent aux contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions, ils sont comptabilisés en produits au compte « Concours publics ».

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi		
Aides au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles		
Financement des formations par apprentissage		
Forfaits d'externat		
<i>dont forfait Etat</i>	522 205	512 408
<i>dont forfait Région</i>	449 839	344 548
<i>dont forfait Département</i>	324 466	370 999
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	94 198	74 705
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics	1 390 708	1 302 660
Subventions État	2 641	4 224
Subventions Région		
Subventions Département		
Subventions Communes et groupements de communes	1 574	1 578
Autres subventions d'exploitation		
<i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i>	98 655	115 816
<i>dont autres subventions (à détailler)</i>		
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	102 869	121 617
Total concours publics et subventions d'exploitation	1 493 577	1 424 277

3) VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES :

Le chiffre d'affaires net à la clôture s'élève à 3 886 792€ et est composé des éléments suivants :

- Contributions des familles : 1 108 627 €
- Restauration : 862 759€
- Apprentissage / Alternance : 868 382€
- Ventes de marchandises : 67 800€

4) EFFECTIF EMPLOYE PENDANT L'EXERCICE :

Catégories	ETP au 31/08/2024	ETP au 31/08/2025
Cadres	13,13	15.19
Non cadre	25,23	25.09
TOTAL	38,36	40,28

5) REMUNERATION DES DIRIGEANTS :

Aucune rémunération n'est versée aux membres du conseil d'administration

6) HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 11 920€

7) RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS A L'EXERCICE :

Le montant des produits constatés d'avance s'élève à 43 171€ dont :

- 23 723€ relatifs aux subventions ERASMUS
- 8 700€ relatifs aux aides pour les manuels scolaire 2025-2026
- 10 748€ divers

Le montant des charges constatées d'avance s'élève à 102 903€ dont :

- 46 174€ d'achats de manuels à refacturer (Voltaire, Pichon...)
- 23 436€ Assurances Ofracar (dommage ouvrage)
- 33 293€ de charges diverses (contrats de maintenance, assurances...)

Le montant des produits à recevoir s'élève à 920 183€ dont :

- 375 613€ de factures à établir
- 455 205€ de subventions à recevoir
- 84 585€ de forfaits externats à recevoir / contrats pro
- 4 780€ de produits divers

Le montant des charges à payer s'élève à 148 281€ dont :

- 136 911€ de factures non parvenues
- 4 352€ de dettes sociales et fiscales

8) CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS :

Le résultat exceptionnel de 137 443€ est constitué :

Des produits exceptionnels pour 149 920 € correspondent à :

- 139 419€ de quote-part de subvention virée au compte de résultat
- 10 501€ de produits sur exercices antérieurs

Les charges exceptionnelles pour 12 477€ correspondent majoritairement à des charges sur exercices antérieurs.

V. AUTRES INFORMATIONS

1) INFORMATION SUR LES TRANSACTIONS AVEC CONTREPARTIES :

L'OGEC a signé une convention de partenariat avec le CFA LA CHATERAIGNERAIE pour lui permettre de dispenser des formations en apprentissage en tant que UFA, en contrepartie l'OGEC reverse des frais de gestion à hauteur de 13 % du chiffre d'affaires calculé sur les contrats signés pour l'année scolaire en cours.

2) ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNÉS ET REÇUS :

Engagements donnés :

Dans le cadre de la souscription de l'emprunt de 3 300 000€ auprès du Crédit Mutuel, hypothèque immobilière conventionnelle des bâtiments situés au 31 rue Blaise Pascal à Rouen (76100) à hauteur 1 980 000€

Engagement reçus :

Néant

3) ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT BAIL :

Néant

4) CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE :

Néant

VI. Loi sur le Volontariat associatif

Le montant des rémunération versées au trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 160 711€ pout 2024/2025.

